



Le Mouvement de la Paix soutient les luttes sociales en cours, dont celle des lycéens qui exigent des moyens pour l'éducation.

Le Mouvement de la Paix soutient les luttes sociales en cours, dont celle des lycéens qui exigent des moyens pour l'éducation. Ces luttes légitimes portent l'aspiration des jeunes et des moins jeunes à vivre dans un monde meilleur et plus juste

Un autre monde est possible : un monde plus humain, qui mette l'épanouissement de l'individu et le bonheur des populations au cœur d'un véritable projet de société, plutôt que la rentabilité et les taux de profit, la règle du plus fort, la militarisation des sociétés, le rejet des droits humains et du droit international.

Le Mouvement de la Paix apporte son soutien aux luttes **des lycéens, personnels et enseignants (es)** et, plus largement, à l'ensemble des luttes sociales pour la satisfaction des droits humains et pour notre droit à vivre dans un monde de justice et de paix, respectueux du vivant et capable de faire face au défi du réchauffement climatique. Le Mouvement de la Paix appelle donc à soutenir les justes revendications des jeunes, lycéens et étudiants.

Nous n'acceptons pas la posture gouvernementale qui tend à criminaliser ce mouvement social légitime en se focalisant sur des incidents isolés qui servent de prétextes pour tenter de le discrédibiliser. Le Président de la République et le Gouvernement ne peuvent s'exonérer ainsi de leur lourde responsabilité en ce qui concerne la dégradation continue du service public de l'éducation. La répression policière doit s'arrêter et un plan d'urgence avec les moyens financiers nécessaires doit être mis en place immédiatement.

L'éducation et l'avenir de la jeunesse sont en jeu

Le manque de moyens constitue aujourd'hui l'une des manifestations les plus visibles de la dégradation du système éducatif. Les revendications dans ce domaine doivent être satisfaites.

Il faut immédiatement répondre aux problèmes les plus urgents : manque de professeurs et d'infirmières, non-remplacement des enseignants en formation ou malades, conditions matérielles et sanitaires souvent lamentables, personnels insuffisamment rémunérés et auxquels on demande toujours davantage d'efforts. Mais, au-delà de ces urgences, c'est bien l'avenir de nos jeunes, de toute la jeunesse et, plus généralement, de notre société qui est en jeu. Car une société qui n'investit pas suffisamment dans la formation et l'éducation de sa jeunesse s'engage sur une mauvaise voie et n'ouvre pas aux jeunes la perspective de jours heureux.

C'est pourquoi le Mouvement de la Paix demande que l'État satisfasse immédiatement les besoins les plus urgents exprimés par la jeunesse et les personnels de l'éducation, en apportant les moyens nécessaires.

Plus globalement, c'est un effort durable en faveur de l'éducation et de la recherche qu'il faut engager. Les jeunes générations ont besoin de formations de haut niveau dans tous les domaines de la connaissance pour être en mesure de faire face aux immenses défis du monde d'aujourd'hui. Il faut développer l'enseignement supérieur et permettre au plus grand nombre d'accéder aux connaissances dans tous les domaines. **Non à Parcoursup.** Dans le même temps, il faut s'attaquer aux inégalités et aux injustices sociales qui traversent nos sociétés et aux inégalités de développement entre les États et les continents.

Se former et comprendre pour rester maîtres de notre avenir

Au-delà de la jeunesse, c'est la formation permanente de l'ensemble des salariés et retraités et plus largement de tous les citoyens (y compris à travers le droit à des années sabbatiques pour reprendre des études) qui doit être développée afin de permettre à chacun de comprendre les transformations rapides du monde, particulièrement face aux questions

considérables que soulève l'évolution des sciences et des techniques, comme le montre aujourd'hui le développement de l'intelligence artificielle. L'enjeu est majeur : nous ne pouvons pas permettre qu'une petite minorité de personnes ou aux représentants de grandes multinationales, au travers d'une guerre idéologique très forte (à travers la possession privée des médias et moyens de communication et la détérioration du service public de l'information), imposent des orientations qui détermineront le monde de demain et, pour ce qui nous concerne, l'avenir de la France.

Le Mouvement de la Paix rappelle que la résolution des Nations unies sur la culture de la paix fait de l'éducation l'un des axes prioritaires pour mobiliser les gouvernements et les opinions publiques en faveur d'un monde de paix, de justice et de solidarité. Cette préoccupation était déjà présente chez les rédacteurs de la Charte des Nations unies, qui affirme la nécessité de ne détourner vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde. C'est une des raisons pour lesquelles le Mouvement de la paix s'oppose au projet de loi Blanchet qui entend imposer dans les lycées des enseignements effectués par des militaires.

Des choix budgétaires qui doivent être réorientés

Dans ce contexte, il est inadmissible que la France, qui s'est engagée, à travers l'article 6 du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), à agir pour un désarmement nucléaire total, vienne de décider de doubler les crédits consacrés à son arsenal nucléaire (de 3,7 milliards à 9 milliards d'euros annuels).

Nous constatons enfin que les universités sont, dans certains domaines, de plus en plus sollicitées pour participer à des programmes liés à la militarisation et au développement des capacités militaires, alors que leur mission première doit rester le développement et la transmission des connaissances au service de l'humanité.

Solidarité avec les jeunes et avec toutes les luttes sociales

Plus largement, le Mouvement de la Paix entend exprimer sa solidarité avec toutes les luttes sociales menées dans les domaines de la santé et de l'éducation, pour la défense du climat, chez les pompiers, pour l'amélioration de la situation des personnes âgées et pour celles et ceux qui sont privés de ressources suffisantes.

Nous soutenons toutes les luttes qui entendent faire prévaloir la satisfaction des droits humains et agir pour construire une société porteuse des valeurs de solidarité, de justice et de paix. Nous ne confondons les demandes concrètes et réalistes des lycéennes, des personnels enseignants (es) et I-ato, avec les provocations qui visent à dénaturer ce mouvement légitime. Nous dénonçons les violences policières contre les lycéens-nes

Notre solidarité avec les jeunes et leurs exigences est totale.

À notre manière, et avec notre spécificité de mouvement de paix, nous les soutenons notamment à travers une pétition qui a déjà recueilli plusieurs milliers de signatures. Nous demandons que **3 milliards d'euros soient immédiatement dégagés du budget militaire de la France et réorientés vers les besoins sociaux et environnementaux à raison de : 1 milliard d'euros pour l'éducation ; 1 milliard d'euros pour la santé ; 1 milliard d'euros pour la lutte contre le réchauffement climatique.**

Signer la pétition : https://www.change.org/p/non-au-doublement-des-d%C3%A9penses-pour-les-armes-nucl%C3%A9aires?utm_medium=custom_url&utm_source=share_petition&recruited_by_id=a042a7a0-ab7c-11ec-8094-fddccb3dd8cf

Il s'agit d'un choix politique et d'un choix de société : celui de placer les besoins humains, la jeunesse, la connaissance, la santé, la protection du vivant et la paix au cœur de nos priorités.

Enfin, nous dénonçons toutes les violences, et en particulier les violences exercées contre les jeunes lycéens dans le cadre des interventions policières.

Soutenir la jeunesse, l'éducation, la santé et la lutte face au dérèglement climatique, c'est préparer un avenir commun plus juste et plus humain favorable à la coexistence et à la paix.

**LE MOUVEMENT DE LA PAIX -Pour tout contact : national@mvtpaix.org, site web mvtpaix.org
3 octobre 2026**